

8^e édition
Forum Horizon
Le miracle économique suisse à l'épreuve de la réalité
Judi 1er février 2024 de 9h à 12h30,
IMD, Lausanne

CITE GESTION
 PRIVATE BANK
 PARTENAIRE STRATÉGIQUE

IMD
 PARTENAIRE ACADÉMIQUE

LE TEMPS
 ORGANISATEUR

Programme et inscription

ACCUEIL > OPINIONS > CHRONIQUES Réservé aux abonnés

Mes vœux (économiques) pour 2024

CHRONIQUE. Après quatre années marquées par le covid, la crise climatique et la désorganisation due à la guerre, il faut espérer que 2024 se distinguera aux chapitres de l'inflation, du surendettement des entreprises et des Etats, écrit Charles Wyplosz



En Argentine, où l'inflation a frôlé les 145% annualisés en octobre. Le président Milei s'est fait élire sur la promesse de faire redescendre les prix. Buenos Aires, 15 décembre 2023. — © JUAN MABROMATA / AFP



Charles Wyplosz
 économiste, chroniqueur

Publié le 20 décembre 2023 à 16:14. / Modifié le 20 décembre 2023 à 18:46.

Offrir cet article

Un jeudi par mois, l'économiste Charles Wyplosz donne sa vision d'une tendance de l'économie ou de la finance
[Retrouvez ici toutes ses chroniques](#)

Les quatre dernières années ont été particulièrement pénibles - avec le covid, la panne des chaînes d'approvisionnement mondiales, la crise énergétique, la flambée des coûts des produits alimentaires et, plus généralement, la poussée inflationniste. Ajoutez la guerre économique entre les Etats-Unis et la Chine, en sérieuse difficulté après ses années folles. Sans oublier bien sûr le changement climatique qui provoque toutes sortes de dérèglements météorologiques. La période des Fêtes invite à rêver à des temps meilleurs.

Contrairement aux années qui avaient suivi la crise financière de 2008, tous ces tourments économiques sont le résultat de troubles sanitaires ou politiques. Nous étions juste en train de sortir de la purge rendue nécessaire par cette crise quand est arrivé le coronavirus. Nous étions juste en train de pouvoir respirer presque normalement quand la Russie a envahi l'Ukraine et quand la Chine a commencé à agiter des menaces à l'égard de Taïwan et dans ses environs maritimes. En espérant que la guerre à Gaza et des combats tout aussi horribles au Soudan et en Afrique subsaharienne ne vont pas secouer l'économie mondiale, qu'est-ce qui pourrait faire que l'année 2024 soit plus clémente pour l'économie?

Dans l'immédiat, l'attention se porte sur l'inflation. Les dernières nouvelles sont plutôt bonnes. Ces derniers mois, l'inflation est rapidement descendue des sommets atteints il y a un an. La prudence consiste à dire qu'il est trop tôt pour être sûr que cet épisode est fini, mais il y a de bonnes raisons pour y croire. Car cette bouffée d'inflation est principalement le résultat des hausses de coût des produits pétroliers et des prix alimentaires, renforcés par la désorganisation des chaînes de transports après leur gel durant la pandémie. Ces prix se sont maintenant stabilisés, et plusieurs d'entre eux sont en baisse. Suivant le principe selon lequel les mêmes causes produisent les mêmes effets, on comprend le recul de l'inflation et on est en droit de penser qu'elle va revenir dans les mois qui viennent à des niveaux confortables, sauf si de nouveaux troubles mondiaux se produisent.

Du coup, les banques centrales, qui ont serré les freins, vont pouvoir faire redescendre les taux d'intérêt. Bonne nouvelle pour les emprunteurs, les loyers et les achats de produits qui sont souvent financés par des prêts, comme les voitures ou les appareils ménagers. Le risque est que les banques centrales tardent à la baisse comme elles ont tardé à la hausse, et provoquent une récession. Cette menace concerne peu la Suisse, car la BNS a bougé tôt (et l'inflation a peu augmenté), mais elle reste dépendante de ce qui se passe en Europe. Mon premier vœu, donc, est la fin de l'inflation obtenue sans récession et montée du chômage, ce qui est rare.

L'autre grande question concerne l'endettement. Depuis 2020, la plupart des gouvernements et de nombreuses entreprises ont beaucoup emprunté pour traverser cette période troublée. Les dettes publiques atteignent des niveaux particulièrement élevés aux États-Unis, en France, en Grèce ou en Italie, entre autres. Or les gouvernements font face à des nouveaux besoins de dépense: lutte contre le réchauffement climatique, sécurité dans un monde devenu instable, transition numérique, santé, migrations. La polarisation politique qui frappe bien des pays va rendre difficile de couper dans les autres dépenses ou d'alourdir les impôts. Le risque est que les marchés, qui financent les dettes publiques, s'inquiètent au point de déclencher de nouvelles crises comme on l'a vu en Europe il n'y a pas longtemps. Le même risque concerne les entreprises très endettées, qui pourraient entraîner leurs banques si elles venaient à ne pas pouvoir leur rembourser des prêts. Mon deuxième vœu est que les marchés financiers fassent preuve de patience.

Finalement, de nombreux pays émergents se sont aussi beaucoup endettés ces dernières années et les taux d'intérêt élevés fragilisent les plus faibles d'entre eux. Quelques-uns (Biélorussie, Liban, Ghana, Sri Lanka et Zambie) ont déjà fait défaut et une vingtaine d'autres (dont l'Argentine) n'en sont pas loin. Des négociations pour des remises de dette sont en cours mais sont compliquées par les positions de la Chine, qui fait partie des gros prêteurs. Mon troisième vœu est que ces négociations aboutissent au plus vite.

Lire aussi: [Vers la fin des monnaies crypto](#)

Le Temps publie des chroniques, rédigées par des membres de la rédaction ou des personnes extérieures, ainsi que des opinions et tribunes, proposées à des personnalités ou sollicitées par elles. Ces textes reflètent le point de vue de leurs autrices et auteurs. Elles ne représentent nullement la position du média.

